



## REPUBLIQUE TOGOLAISE

-----  
MINISTRE DES FINANCES  
ET DU BUDGET

SECRETARIAT GENERAL

-----  
DIRECTION GENERALE DU TRESOR  
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

# RAPPORT SUR L'EXECUTION DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT A FIN DECEMBRE 2025

## 1. COMMENTAIRE SUR LE TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

### 1.1. Prévision budgétaire

La loi n° 2024-007 du 30 décembre 2024 portant loi de finances, exercice 2025 modifiée par la loi n° 2025-001 du 31 décembre 2025 portant loi de finances rectificative, exercice 2025, élaborée conformément au format des statistiques des finances publiques, fixe les prévisions des recettes totales et dons à 1.268,7 milliards et celles des dépenses totales à 1.513,8 milliards dégageant un déficit budgétaire de 245,1 milliards. Ces recettes se décomposent en recettes fiscales pour 1.028,4 milliards, recettes non fiscales pour 83,6 milliards et dons pour 149,0 milliards. Quant aux dépenses, elles comprennent 977,3 milliards de dépenses courantes et 536,5 milliards de dépenses en capital.

### 1.2. Exécution budgétaire

A fin décembre 2025, la situation consolidée de l'exécution des opérations financières de l'État fait ressortir un déficit dons compris, sur la base des ordonnancements, de 223,1 milliards, soit 3,5% du PIB. Ce déficit résulte d'un niveau d'exécution des dépenses plus élevé que celui des recouvrements de recettes. Comparé à la même période en 2024, le déficit s'est amélioré de 33,7%.

#### 1.2.1. Analyse détaillée des recettes et dons

A fin décembre 2025, les recettes totales et dons ont été mobilisés pour 1.145,9 milliards contre une prévision budgétaire de 1.268,7 milliards, soit un taux de recouvrement de 90,3%. Ces recettes sont en hausse de 1,8% en glissement annuel et représentent 18,0% du PIB. Les recettes totales et dons sont constituées de recettes fiscales, recettes non fiscales, les recettes des CAS et les dons.

- **Les recettes fiscales** : réalisées pour un montant de 915,5 milliards contre une prévision annuelle de 1.028,4 milliards, soit un taux de réalisation de 89,0%. Elles sont en hausse de 3,9% en glissement annuel et représentent 14,4% du PIB. Les taux de réalisation du Commissariat des impôts (CI) et du Commissariat des douanes et droits indirects (CDDI) sont respectivement de 91,1% et 86,7% de leur objectif annuel. La contreperformance réalisée au niveau des recettes

fiscales provient essentiellement de la conjoncture économique et du niveau relativement élevé des exonérations fiscales.

- **Les recettes non fiscales** : elles ont connu une bonne performance portant leur réalisation à 122,4 milliards contre une prévision de 83,6 milliards, soit un taux de réalisation de 146,3%. Cette performance s'explique par le recouvrement exceptionnel de chaque composante sauf les recettes de services.
- **Les dons** : prévus pour 149,0 milliards, ils ont connu un niveau de mobilisation de 102,6 milliards, soit un taux de réalisation de 68,9% fin décembre 2025. En glissement annuel, les dons ont connu une baisse de 12,6%.

### 1.2.2. Analyse détaillée des dépenses totales

Au 31 décembre 2025, les dépenses totales ont été exécutées à 1.369,0 milliards pour une prévision budgétaire de 1.513,8 milliards, soit un taux d'exécution de 90,4%. Elles ont régressé de 6,3% en glissement annuel et représentent 21,5% du PIB. Elles se décomposent en deux (2) grandes catégories que sont les dépenses courantes et les dépenses d'investissement.

#### ▪ Les dépenses courantes

Prévues pour 977,3 milliards, elles ont été exécutées à 894,5 milliards à fin décembre 2025, soit un taux d'exécution de 91,5% et en régression de 6,7% en glissement annuel. Elles se décomposent en dépenses de personnel, dépenses d'acquisition de biens et services, dépenses de transferts et subventions et en charges financières de la dette.

- ✓ **Les dépenses de personnel** sont exécutées à 94,9% des prévisions, soit 337,9 milliards.
- ✓ **Les dépenses d'acquisition de biens et services** sont exécutées pour 199,1 milliards, soit un taux d'exécution de 78,8% et une baisse de 9,2% en glissement annuel.
- ✓ **Les dépenses de transferts et subventions**, prévues pour 194,0 milliards, ont connu un niveau d'exécution de 178,8 milliards, soit un taux d'exécution de 92,2% et en régression de 28,6% en glissement annuel.
- ✓ **Les charges financières de la dette** sont exécutées pour 178,6 milliards contre une prévision de 167,0 milliards, soit un taux d'exécution de 107,0%. Cette situation est due à la prise en compte de certaines commissions sur les crédits.

#### ▪ Les dépenses d'investissement

Cette catégorie de dépenses a connu un niveau d'exécution de 474,5 milliards pour une prévision de 536,5 milliards, soit un taux d'exécution de 88,4% et en baisse de 5,5% par rapport à 2024. Elles sont financées à 55,3% par les ressources extérieures (emprunts et dons) et 44,7% par ressources internes avec des taux d'exécution respectifs de 77,2% et 107,7% des prévisions annuelles. Les dépenses d'investissement financées sur les ressources extérieures se décomposent en dons projet pour 102,6 milliards et emprunts projet pour 159,6 milliards.

### 1.2.3. Analyse des soldes

L'exécution, à fin décembre 2025, fait ressortir un excédent primaire intérieur de 109,7 milliards correspondant à 104,8% des prévisions et un déficit global dons inclus (base ordonnancement) de 223,1 milliards représentant 3,5% du PIB. Certes, on dénote une bonne performance du solde primaire intérieur. En prenant en compte les dons, les charges financières et les dépenses financées sur ressources extérieures, ce solde s'est dégradé.

Il est également relevé un niveau d'instances de paiement de 38,2 milliards. Leur prise en compte a conduit à un déficit global (base caisse) de 184,9 milliards, financé à due concurrence.

#### **1.2.4. Analyse du financement**

À fin décembre 2025, la structure de financement met en évidence une forte mobilisation de ressources extérieures. Le financement extérieur net s'élève à 279,5 milliards, traduisant un recours soutenu à l'endettement extérieur, en dépit d'un niveau d'amortissement significatif. Parallèlement, un désengagement de l'État vis-à-vis du financement intérieur est observé, à hauteur de 94,6 milliards. Le financement extérieur provient des nouveaux tirages pour 474,3 milliards (emprunts projets pour 159,6 milliards, emprunts programmes pour 85,1 milliards et autres emprunts pour 229,6 milliards) et du remboursement du principal au titre de la dette extérieure pour 194,8 milliards.

Le financement intérieur résulte de l'effet combiné des nouveaux engagements de l'État vis-à-vis du système bancaire (61,3 milliards) et du système non bancaire (12,8 milliards), ainsi que du désengagement vis-à-vis des banques régionales, à hauteur de 168,7 milliards.

Sur la période sous revue, les créances nettes de la banque centrale se sont établies à 0,4 milliard, en lien notamment avec les tirages nets liés aux opérations avec le Fonds monétaire international et l'évolution des dépôts de l'État.

Par ailleurs, les créances nettes des banques primaires nationales se sont élevées à 61,0 milliards, résultant de crédits à l'État pour 72,0 milliards, d'une souscription nette de titres public de 29,5 milliards, et de dépôts de l'État estimés à 40,5 milliards.

#### **1.2.5. Programme économique et financier du FMI**

Par rapport au programme économique et financier conclu avec le FMI, tous les critères fixés à fin décembre 2025 ont été respectés sauf celui portant sur les recettes fiscales qui se chiffrent à 915,5 milliards contre une cible de 980,0 milliards.

**TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (TOFE) A FIN DECEMBRE 2025**

RUBRIQUES	EXECUTION DECEMBRE 2024	Collectif 2025	EXECUTION -2025		TAUX DE VARIATION (EN GLISSEMENT ANNUEL)
			CUMUL DECEMBRE	TAUX	
<b>RECETTES TOTALES ET DONS</b>	<b>1 125,21</b>	<b>1 268,71</b>	<b>1 145,90</b>	<b>90,3%</b>	<b>1,8%</b>
<b>RECETTES FISCALES</b>	<b>881,13</b>	<b>1 028,36</b>	<b>915,50</b>	<b>89,0%</b>	<b>3,9%</b>
COMMISSARIAT DES IMPÔTS	477,52	<b>532,13</b>	<b>485,03</b>	91,1%	1,6%
COMMISSARIAT DES DOUANES ET DROITS IND.	403,61	<b>496,24</b>	<b>430,47</b>	86,7%	6,7%
<b>RECETTES NON FISCALES</b>	<b>120,63</b>	<b>83,61</b>	<b>122,35</b>	<b>146,3%</b>	<b>1,4%</b>
<b>RECETTES DES CAS</b>	<b>6,05</b>	<b>7,76</b>	<b>5,44</b>	<b>70,0%</b>	<b>-10,2%</b>
<b>DONS</b>	<b>117,39</b>	<b>148,97</b>	<b>102,62</b>	<b>68,9%</b>	<b>-12,6%</b>
DONS PROJETS	104,98	<b>148,97</b>	<b>102,62</b>	68,9%	-2,2%
DONS PROGRAMME	12,42	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		
FONDS DE CONCOURS INTERIEUR	0,00	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		
<b>DEPENSES ET PRETS NETS</b>	<b>1 461,49</b>	<b>1 513,81</b>	<b>1 369,00</b>	<b>90,4%</b>	<b>-6,3%</b>
<b>DEPENSES COURANTESS</b>	<b>959,22</b>	<b>977,29</b>	<b>894,53</b>	<b>91,5%</b>	<b>-6,7%</b>
CHARGES FINANCIERES	174,74	<b>166,96</b>	<b>178,60</b>	107,0%	2,2%
DEPENSES DE PERSONNEL	314,52	<b>356,06</b>	<b>337,94</b>	94,9%	7,4%
DEPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES	219,23	<b>252,49</b>	<b>199,09</b>	78,8%	-9,2%
DEPENSES DE TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	250,49	<b>194,02</b>	<b>178,80</b>	92,2%	-28,6%
DEPENSES DES CAS	0,00	<b>7,76</b>	<b>0,00</b>		
PRETS NETS	0,23	<b>0,00</b>	<b>0,11</b>		
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	<b>502,27</b>	<b>536,52</b>	<b>474,47</b>	<b>88,4%</b>	<b>-5,5%</b>
DEPENSES D'ACQUISITION DES IMMOBILISATIONS HORS PIP	78,85	<b>49,42</b>	<b>93,70</b>	189,6%	18,8%
<b>PROJET D'INVESTISSEMENT</b>	<b>423,43</b>	<b>487,09</b>	<b>380,77</b>	<b>78,2%</b>	<b>-10,1%</b>
PROJETS D'INVESTISSEMENT FINANCES SUR RESSOURCES INTERNES	169,60	<b>147,55</b>	<b>118,52</b>	80,3%	-30,1%
<b>PROJET D'INVESTISSEMENT FINANCES SUR RESSOURCES EXTERNES</b>	<b>253,83</b>	<b>339,54</b>	<b>262,25</b>	<b>77,2%</b>	<b>3,3%</b>
EMPRUNTS	104,98	<b>190,57</b>	<b>159,63</b>	83,8%	52,1%
DONS	148,85	<b>148,97</b>	<b>102,62</b>	68,9%	-31,1%
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE PRIMAIRE INTÉRIEUR</b>	<b>-31,16</b>	<b>104,66</b>	<b>109,70</b>	<b>104,8%</b>	<b>-452,1%</b>
<b>SOLDE GLOBAL PRIMAIRE</b>	<b>-161,54</b>	<b>-78,15</b>	<b>-44,50</b>	<b>56,9%</b>	<b>-72,5%</b>
<b>SOLDE GOBAL DONS INCLUS (BASE ORD.)</b>	<b>-336,28</b>	<b>-245,10</b>	<b>-223,10</b>	<b>91,0%</b>	<b>-33,7%</b>
VARIATIONS DES ARRIERES	0,00	<b>0,00</b>	<b>38,21</b>		#DIV/0!
<b>SOLDE GOBAL DONS INCLUS (BASE CAISSE)</b>	<b>-336,28</b>	<b>-245,10</b>	<b>-184,89</b>	<b>75,4%</b>	<b>-45,0%</b>
<b>FINANCEMENT</b>	<b>336,28</b>	<b>245,10</b>	<b>184,89</b>	<b>75,4%</b>	<b>-45,0%</b>
<b>FINANCEMENT INTERIEUR</b>	<b>64,92</b>	<b>-68,80</b>	<b>-94,58</b>	<b>137,5%</b>	<b>-245,7%</b>
SYSTEME BANCAIRE	220,04	<b>70,94</b>	<b>61,34</b>		-72,1%
FINANCEMENT BANCAIRE HORS CHAMP	-7,60	<b>-139,75</b>	<b>-168,73</b>	120,7%	
FINANCEMENT INTERIEUR NON BANCAIRE	-147,52	<b>0,00</b>	<b>12,82</b>		-108,7%
<b>FINANCEMENT EXTERIEUR</b>	<b>271,36</b>	<b>313,91</b>	<b>279,46</b>	<b>89,0%</b>	<b>3,0%</b>
TIRAGES	368,56	<b>505,24</b>	<b>474,29</b>	93,9%	28,7%
REMBOURSEMENT	-97,20	<b>-191,33</b>	<b>-194,83</b>		
<b>PRINCIPAUX INDICATEURS</b>					
<b>PIB NOMINAL</b>	<b>6 098,4</b>	<b>6 919,1</b>	<b>6 919,1</b>		
SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS/ PIB	-5,5	<b>-3,5</b>	<b>-3,2</b>	91,0%	-41,5%
PRESSION FISCALE (RECETTES FISCALES /PIB)	14,4	<b>14,9</b>	<b>13,2</b>	89,0%	-8,4%
MASSE SALARIALE (DEPENSES DE PERSONNEL / RECETTES FISCALES)	35,7	<b>34,6</b>	<b>36,9</b>	106,6%	3,4%
<b>SUIVI DU PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI)</b>					
	<b>OBJECTIFS A FIN 2025</b>	<b>OBJECTIFS A FIN DEC</b>	<b>REALISATION A FIN DEC</b>	<b>OBSERVATIONS</b>	
Solde du déficit budgétaire intérieur primaire	88,0	<b>88,0</b>	<b>109,7</b>	RESPECTER	
Non-accumulation d'arriérés extérieurs	0,0	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	RESPECTER	
Financement intérieur net	-77,0	<b>-77,0</b>	<b>-128,4</b>	RESPECTER	
Recettes fiscales	980,0	<b>980,0</b>	<b>915,5</b>	NON RESPECTER	
Dépenses sociales	325,0	<b>325,0</b>	<b>478,9</b>	RESPECTER	

Source : ACCE/DGTCF

## 2. COHERENCE ENTRE LE TOFE ET LA DETTE PUBLIQUE

L'analyse met en évidence un écart de financement entre ces deux (2) sources d'information.

### 2.1. Données issues du TOFE

Le déficit budgétaire, base ordonnancement, s'élève à 223,1 milliards contre 245,1 milliards prévus, soit 3,5% du PIB. Ce déficit est financé par la dette et les autres flux.

Les émissions nettes de la dette se chiffrent à 133,9 milliards et se décomposent comme suit :

- émissions nettes : -147,3 milliards (-2,3% du PIB), dont titres publics pour -139,3 milliards ;
- financement extérieur : 279,5 milliards (4,4% du PIB) ;
- concours nets du FMI : 1,7 milliard.

Les autres flux regroupent ceux liés aux opérations bancaires pour 30,2 milliards et ceux non bancaires pour 63,9 milliards.

Les autres flux bancaires se décomposent comme suit :

- une augmentation des dépôts du Trésor vis-à-vis de la BCEAO (1,3 milliard) et vis-à-vis des banques commerciales pour 40,5 milliards ;
- une souscription de crédits directs auprès des banques commerciales pour 72,0 milliards.

Les flux non bancaires se décomposent en :

- Variation des comptes de dépôts des correspondants du Trésor : 19,9 milliards ;
- Tirages et avances : 2,8 milliards ;
- Consignations pour compte des projets : 5,6 milliards ;
- Instances de paiement : 38,2 milliards ;
- Autres financements non bancaires : 3,0 milliards.

Ces mouvements ont conduit à un financement résiduel de 4,9 milliards, soit 0,1% du PIB. Ce résiduel n'est rien d'autre que l'erreur et omission contenu dans le TOFE.

**TABLEAU DE COHERENCE ENTRE LE TOFE ET LA VARIATION DE LA DETTE**

N°	POSTES	FIN DECEMBRE 2025		
		TOFE	DETTE	% du PIB
1	<b>Solde global base ordonnancement</b>	<b>-223,10</b>	<b>-223,10</b>	<b>-3,2%</b>
2	<b>Emission nette (2)</b>	<b>-147,27</b>	<b>-147,27</b>	<b>-2,1%</b>
	<b>Emission</b>	<b>500,16</b>	<b>500,16</b>	<b>7,2%</b>
	Bon du trésor	237,65	237,66	
	Emprunt obligataire	262,50	262,50	
	<b>Remboursement</b>	<b>-639,44</b>	<b>-639,44</b>	<b>-9,2%</b>
	Bon du trésor	-410,60	-410,60	
	Emprunt obligataire	-228,84	-228,84	
	<b>Autres financement intérieur</b>	<b>-7,99</b>	<b>-7,99</b>	<b>-0,1%</b>
3	<b>Financement extérieur net (3)</b>	<b>279,46</b>	<b>279,46</b>	<b>4,0%</b>
	Décaissement	474,29	474,29	
	Amortissements	-194,83	-194,83	
4	<b>Concours nets du FMI (4)</b>	<b>1,66</b>	<b>1,66</b>	<b>0,0%</b>
	Concours FMI	33,81	33,81	
	Remboursement FMI	-32,15	-32,15	
5	<b>Total du besoin net de financement (5) = (2)+(3)+(4)</b>	<b>133,85</b>	<b>133,85</b>	<b>1,9%</b>
6	<b>Dettes + déficit (6) = (1) + (5)</b>	<b>-89,25</b>	<b>-89,24</b>	<b>-1,3%</b>
7	<b>Autres flux bancaire (7)</b>	<b>30,23</b>	<b>0,00</b>	<b>0,4%</b>
	BCEAO hors FMI	-1,28		
	Crédits bancaires	72,00		
	Variation des dépôts	-40,48		
8	<b>Financement résiduel (8) = (6) + (7)</b>	<b>-59,02</b>	<b>-89,24</b>	<b>-0,9%</b>
9	<b>Financement non bancaire (9)</b>	<b>63,88</b>	<b>0,00</b>	<b>0,9%</b>
	Comptes des correspondants du Trésor	19,92		
	Avances	-2,80		
	Consignations	5,57		
	Instances de paiement	38,21		
	Autres financement non bancaires	2,98		
	<b>Résidu restant inexplicé</b>	<b>4,87</b>	<b>-89,24</b>	<b>0,1%</b>
	<b>PIB nominal</b>		<b>6919,1</b>	

Source : ACCE/DDPF/DGTCP

## 2.2. Données issues de la dette publique (ajustement stock-flux)

L'analyse vise à rapprocher les données de flux de la dette contenu dans le TOFE à la variation de l'encours de la dette observée au cours de l'année 2025, afin de dégager les déterminants de l'accumulation de la dette publique.

Les données montrent que la variation de l'encours de la dette ne correspond pas exactement au financement net du déficit. Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, les décaissements nets se chiffrent à 133,9 milliards en 2025, alors que l'encours de la dette a augmenté de 94,7 milliards au cours de la même année, soit un écart de 40,2 milliards.

Cet écart provient de plusieurs facteurs non budgétaires ou non captés dans le déficit budgétaire. Il s'agit, essentiellement :

- **des décalages entre demande de paiement et décaissement pour +3,3 milliards** : ils sont des décaissements liés aux projets comptabilisés tardivement mais rattachés à des opérations des exercices précédents ;
- **de l'apurement des arriérés KPMG et des sociétés d'État pour -41,7 milliards** : au cours de la période indiquée, le portefeuille de la dette a été réduit de cette dette sans avoir recours à une opération budgétaire ;
- **de l'effet de taux de change pour -48,3 milliards** : par rapport aux devises de la dette extérieure, cet effet diminue mécaniquement la valeur de l'encours ;
- **des tirages extérieurs, ne finançant pas directement le déficit budgétaire, pour 47,6 milliards** : ce sont des décaissements qui affectent des dépenses hors déficit.

**TABLEAU DE COHERENCE ENTRE LES FLUX DE LA DETTE ET LA VARIATION DE L'ENCOURS DE LA DETTE**

N°	POSTES	MONTANT
<b>1</b>	<b>FINANCEMENT NET DU DÉFICIT CAPTÉ PAR LA DDPF</b>	<b>133,85</b>
	Financement net intérieur DDPF	-147,27
	Financement net extérieur DDPF	281,12
<b>2</b>	<b>VARIATION DE LA DETTE 31/12/2025 - 31/12/2024</b>	<b>94,72</b>
	Variation de la dette intérieure	-188,44
	Variation de la dette extérieure	283,17
<b>3</b>	<b>ECART ENTRE LE FINANCEMENT NET DU DÉFICIT ET LA VARIATION DE LA DETTE (3) = (1)-(2)</b>	<b>39,12</b>
<b>4</b>	<b>AUTRES FLUX</b>	<b>-39,12</b>
	Décalage entre demande de paiement et décaissement	3,25
	Arriérés KPMG et SOE	-41,67
	Effet de taux de change	-48,32
	Tirages non captés par le déficit budgétaire	47,62
<b>5</b>	<b>RESIDUEL A CHERCHER (5) = (3)+(4)</b>	<b>0,00</b>

**Source** : DDPF/DGTCP

### 3. COHERENCE ENTRE LA PNT ET LA PNG A FIN DECEMBRE 2025

L'analyse met en évidence l'écart entre la situation monétaire de la banque centrale (PNG) et la Position nette du Trésor (PNT) à fin décembre 2025 telle qu'indiquée dans le TOFE.

#### 3.1. Créances nettes de la BCEAO

Au 31 décembre 2025, dans la PNG, on note que la variation des créances nette de la banque centrale vis-à-vis de l'administration centrale se chiffre à 33,6 milliards, alors que dans la PNT, cette variation est de 0,4 milliard, soit un écart de 33,2 milliards. Cet écart s'explique principalement par les engagements de la banque centrale, notamment les dépôts de l'administration centrale qui s'élèvent à 31,9 milliards inscrit dans la PNG contre 1,3 milliard dans la PNT. Cette différence est justifiée par l'état de rapprochement qui intègre les paiements des dépenses (33,2 milliards) au cours de la période complémentaire au titre de l'exercice 2024.

#### 3.2. Créances nettes des banques commerciales

La méthodologie adoptée pour la détermination de la PNT s'appuie sur les données enregistrées par le Trésor public dans ses livres comptables, au titre des opérations de trésorerie réalisées pour le compte de l'administration centrale budgétaire. Ce sont ces données qui sont prises en compte dans le TOFE. Il convient de préciser que la PNG couvre l'ensemble de l'administration publique, tandis que la PNT se limite à l'administration centrale budgétaire.

Au 31 décembre 2025, la variation des créances nette des banques commerciales vis-à-vis de l'administration centrale contenue dans la PNG se chiffre à 170,3 milliards contre 61,0 milliards dans la PNT dégageant ainsi un écart de 109,4 milliards. Cet écart se décompose en 71,7 milliards pour les créances et -37,7 milliards pour les engagements.

➤ **Les créances des banques commerciales vis-à-vis de l'administration centrale** sont constitués des crédits et du portefeuille des titres publics. Globalement, ces créances s'élèvent 173,1 milliards pour la PNG et 101,5 milliards pour la PNT, soit un écart de 71,7 milliards.

- **Le portefeuille des titres publics** dans la PNG, affiche une variation négative de 14,4 milliards tandis que la PNT affiche 29,5 milliards. Cette différence est imputable aux mouvements des titres publics sur le marché interbancaire.
- **Les crédits**, pour leur part sont estimés à 187,5 milliards dans la PNG et 72,0 milliards dans la PNT, soit un écart de 115,5 milliards. Cet écart résulte, d'une part, de la prise en compte du champ des crédits accordés aux unités du secteur public et, d'autre part, d'une erreur d'imputation relevée au niveau de IB-Bank.

Par rapport au champ, il convient de noter que certaines banques, notamment ORABANK et BSIC, ont accordés des crédits d'un montant de 28,5 milliards à des entités publiques ne rentrant pas dans le champ de l'administration centrale budgétaire.

S'agissant de l'erreur, IB-Bank a imputé à tort un crédit de 87,0 milliards à l'administration centrale budgétaire. Après vérification, il est apparu qu'une erreur s'est produite dans les informations transmises lors de la production de la PNG, entraînant une surestimation des crédits. La banque s'est engagée à corriger cette erreur dans ses prochaines situations à transmettre à la BCEAO.

➤ **Les engagements des banques commerciales vis-à-vis de l'administration centrale** sont constitués des dépôts des entités de l'administration publique. Pour l'exercice 2025, la PNG affiche une variation des dépôts publics de 2,8 milliards contre 40,5 milliards dans la PNT. L'écart constaté entre la PNG et la PNT correspond au montant de la variation des dépôts des autres entités publiques. La PNT s'intéresse exclusivement à l'administration centrale budgétaire.

**TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LA PNG ET LA PNT**

POSTES	FIN DECEMBRE 2025		
	PNG	PNT	PNG-PNT
<b>Banque centrale / BCEAO</b>	<b>33,57</b>	<b>0,37</b>	<b>33,20</b>
<b>Créances de la BCEAO</b>	<b>1,65</b>	<b>1,65</b>	<b>0,00</b>
Concours du FMI	1,65	1,65	0,00
Concours adossés aux DTS	0,00		0,00
Créances BCEAO	0,00	0,00	0,00
<b>Engagements de la BCEAO</b>	<b>-31,92</b>	<b>1,28</b>	<b>-33,20</b>
Encaisses du Trésor	0,00		0,00
Dépôts	-31,93	1,28	-33,21
Autres engagements	0,01		0,01
<b>Banque commerciales</b>	<b>170,34</b>	<b>60,97</b>	<b>109,37</b>
<b>Créances des banques commerciales</b>	<b>173,15</b>	<b>101,45</b>	<b>71,70</b>
Crédits	187,50	72,00	115,50
Portefeuille de titres du Trésor	-14,36	29,45	-43,81
<b>Engagements des banques commerciales</b>	<b>2,81</b>	<b>40,48</b>	<b>-37,67</b>
Dépôts de l'administration centrale budgétaires	40,48	40,48	0,00
Dépôts des unités extrabudgétaires	-37,67		-37,67
Autres engagements	0,00		0,00
<b>CRÉANCES NETTES DU SYSTÈME BANCAIRE</b>	<b>203,91</b>	<b>61,34</b>	<b>142,57</b>

**Source :** ACCE à partir des données de la BCEAO et de la TGE

#### 4. EVOLUTION DES CREDITS BANCAIRES SUR LA PERIODE 2022-2025

Selon les données de la Position Nette du Gouvernement (PNG) auprès de la Banque Centrale, l'encours des crédits bancaires accordés à l'État a connu une progression sur la période 2022-2025. Le stock des crédits est passé de 109,1 milliards en 2022 à 382,6 milliards en 2025, soit une augmentation cumulée de 273,5 milliards sur la période.

L'évolution annuelle des crédits bancaires fait ressortir une hausse de 38,7 milliards en 2023, de 47,3 milliards en 2024 et de 187,6 milliards en 2025.

**TABLEAU SYNTHETIQUE DE L'EVOLUTION DES CREDITS BANCAIRES DE 2022-2025**

Rubriques	2022	2023	2024	2025
Variation des crédits PNT	-	-	-	72,0
<b>Stock de Crédit (PNG)</b>	<b>109,1</b>	<b>147,8</b>	<b>195,0</b>	<b>382,6</b>
Variation des crédits PNG	-	38,7	47,3	187,5

**Source :** Données de la BCEAO et de la DGTCP

Le tableau met en évidence que, sur la période 2022-2024, les crédits bancaires retracés dans le TOFE ont été établis exclusivement sur la base de la Position Nette du Gouvernement (PNG). Toutefois, compte tenu du champ de couverture plus large de la PNG, qui englobe l'ensemble de l'administration publique, les services du FMI ont recommandé, lors des missions de 2025, de privilégier la Position Nette du Trésor (PNT), laquelle se limite à l'administration centrale budgétaire et est davantage cohérente avec le périmètre institutionnel retenu dans le TOFE.

La prise en compte effective de la PNT n'est ainsi intervenue qu'à partir de l'exercice 2025. Dès lors, l'absence de séries historiques de la PNT ne permet ni d'établir une comparaison homogène avec la PNG sur les années antérieures, ni de procéder à une ventilation des crédits bancaires par sous-secteurs institutionnels. Cette situation limite les possibilités d'analyse fine de l'évolution des crédits sur l'ensemble de la période considérée.

Pour l'exercice 2025, en revanche, comme indiqué précédemment, le détail des crédits repose sur une analyse croisée entre les données fournies par les banques et celles issues du Ministère des Finances, notamment la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique.